

EXCLUSIF : BERTRAND RUSSELL ACCUSE JOHNSON

(page 6)

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 302. — 19 novembre 1966

Pierre Mendès France : " De véritables contre-propositions politiques "



(Lire page 4)

(Photo Elle Kagan.)

Le Nord, enfant chéri du pouvoir

Nos lecteurs connaissent la situation plus que préoccupante de l'emploi dans la région Nord-Pas-de-Calais. Ce qui n'était que craintes des milieux informés, il y a deux ou trois ans, est aujourd'hui inquiétude journalière des salariés menacés par le chômage et des jeunes qui ne trouvent pas à s'embaucher.

Une situation préoccupante...

Nous ne reviendrons pas sur les causes de cette situation : région où dominent les zones de mono-industrie ancienne, le Nord-Pas-de-Calais est victime de l'accentuation des déséquilibres régionaux au détriment des régions en perte de vitesse. Quelques chiffres cependant : de plus de 170.000 en 1954, le textile est tombé à moins de 130.000 emplois aujourd'hui, tandis que les Houillères passaient de 145.000 à moins de 110.000, et que la métallurgie connaît la même évolution : Fives-Lille-Cail a supprimé 3.000 emplois en huit ans pour n'en conserver que 2.000 ; la métallurgie du bassin de la Sambre passe de 31.500, en 1961, à moins de 28.000 aujourd'hui ; et Lille compte au moins 6.000 métallos chômeurs partiels depuis la fin des congés.

Dans ces conditions, les premières victimes sont les travailleurs âgés, et surtout les jeunes. C'est ainsi que 3.600 jeunes de 14 à 24 ans étaient officiellement demandeurs d'emplois au 15 octobre 1966 pour le département du Nord. Cette situation est d'autant plus alarmante que le poids des jeunes de 10 à 24 ans est plus préoccupant pour notre région, et singulièrement pour le Pas-de-Calais, que pour la France, et que les taux de scolarisation y sont plus faibles. On estime ainsi que trois sur cinq au moins de jeunes nordistes abordent leur vie de salarié sans la moindre formation professionnelle, et donc sans autre espoir que qualification-maison et promotion-maison.

...pour les hommes du pouvoir

Il y a dix-huit mois, les organisations syndicales de la région avaient entamé une grande campagne sur le thème de l'emploi, au moment de la mise en place des C.C.D.E.R., qui a sans doute eu pour résultat d'obliger Patronat et Pouvoir à ne plus tout à fait « laisser aller les choses ».

Aujourd'hui, l'agitation a repris : marche de l'ouest du bassin minier sur Béthune la veille de la Toussaint, manifestations à Lille samedi prochain 19 ; à Maubeuge le 23. Incontestablement, ces problèmes seront au cœur des prochaines législatures, et les hommes du Pouvoir le savent : la région Nord-Pas-de-Calais, comme l'a écrit un journal parisien, n'est-elle pas devenue « enfant chéri de l'aménagement du Territoire » ? Brusque sollicitude, mais bien dans la ligne qui prévaut aujourd'hui, selon laquelle cet aménagement doit veiller à ce que l'aggravation des déséquilibres entre régions n'aille pas jusqu'à mettre en cause « l'ordre public au sens le plus profond du terme », comme l'a écrit Olivier Guichard.

Brusque sollicitude, marquée par un parrainage inter-sif de la région par l'artillerie gouvernementale : successivement Guichard, Pisani, Debré sont venus nous dire tout ce qui allait être fait ; puis Yvon Morand (Belmondo, dans le film), gaulliste de gauche et patron des Houillères, a longuement expliqué que M. Pompidou lui avait écrit pour l'autoriser à créer des emplois ; et ce même Morand, avec MM. Hannart, Decoster et de Beco, leaders patronaux de la région, vient de fonder une association pour l'expansion industrielle, qui sera animée par l'ancien homme à tout faire de M. Béghin (du sucre, du papier-journal et du Figaro !).

Et tout ce beau monde de nous expliquer qu'ils amorcent, dès maintenant, tout ce qu'il est possible, mais qu'aucun résultat concret ne sera enregistré avant six mois, tout en laissant entendre quelle catastrophe nous menace si par malheur les électeurs... Ainsi l'objectif est clair : calmer la vague d'inquiétude au moins jusqu'aux élections.

Elargir la lutte

La riposte populaire prend pour l'instant deux visages différents, dans le Pas-de-Calais et le Nord. La marche sur Béthune avait à sa tête des « gens » dont l'objectif semble bien plus la recherche d'une investiture pour les législatives que la lutte pour l'emploi, et qui ont surtout cherché à cristalliser une opposition entre le Nord et le Pas-de-Calais. Nous ne sommes pas les seuls à douter de l'efficacité de cette démagogie, ainsi

qu'en témoigne la réserve du quotidien communiste *Liberté*. Et il n'est pas exagéré de qualifier de criminelle l'exploitation qui est faite de la situation dramatique de dizaines de milliers de jeunes.

Par comparaison, combien sérieuse apparaît l'étude sur laquelle est fondée la manifestation du 19 novembre prochain à Lille. On nous permettra non pas de réclamer des droits d'auteur (il aurait fallu d'abord en demander au ministre Pisani !), mais d'enregistrer que nous avons bien semé avec notre *Livre-b'inc*.

Enregistrons aussi que les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'agglomération lilloise ont obtenu le soutien de toutes les organisations de jeunes, y compris de ceux du « Centre démocrate », mais pas ceux des syndicats enseignants. Ceux-ci croient-ils ne pas être concernés par la lutte des jeunes pour le droit à la formation professionnelle et à un emploi ?

Aujourd'hui, il faut réussir les manifestations annoncées : à Lille samedi, à Maubeuge mercredi. De leur succès dépend l'élargissement des luttes, l'approfondissement des revendications, la coordination au Plan régional. Alors les travailleurs, les jeunes du Nord s'engageront à fond dans une bataille qui occupera encore longtemps le centre de nos préoccupations.

Jean-Marie Faivre

P.S. - Pour la manifestation de Lille, samedi 19, rendez-vous à 15 heures, place du Général de Gaulle.

Rencontre socialiste de Brive sur le développement du Centre-Ouest

Dans la déclaration finale de la Rencontre de Grenoble, Pierre Mendès-France annonçait que le Comité favoriserait la discussion des travaux de Grenoble dans tout le pays et appuierait les initiatives régionales allant dans le sens de cette recherche. Pour cela, il était prévu qu'il organiserait de nouvelles rencontres et de nouvelles confrontations.

Habitants des départements du Centre-Ouest de la France, il est apparu aux signataires de cet appel qu'une Rencontre au niveau de notre région pourrait être particulièrement utile. L'ensemble que constitue la Haute-Vienne, la Creuse, la Corrèze, le Cantal, le Lot, la Dordogne et le Nord-Aveyron connaît des difficultés particulières qui illustrent bien la nécessité, et de refondre les structures administratives de ce pays, et de créer un autre système économique, si l'on veut sauvegarder la dignité et l'avenir économique de tous les hommes de nos régions françaises.

Les signataires de cet appel ont conscience de la difficulté de leur entreprise. Ce n'est pas du jour au lendemain qu'elle pourra être menée à bien. Ils savent qu'il n'est pas encore possible de dresser un programme général de réformes et d'action pour notre région, mais, face à une situation qui ne cesse de se dégrader, ils entendent lancer un travail d'analyse et avancer des propositions pratiques et cohérentes immédiatement réalisables.

Les signataires de cet appel prennent donc l'initiative de convoquer à Brive, pour les 21 et 22 janvier

1967, un colloque portant à son ordre du jour :

1° - l'examen d'un rapport étudiant les conditions économiques, financières, institutionnelles, etc., nécessaires à l'existence réelle des régions ;

2° - les solutions à mettre en œuvre pour appliquer au problème du développement du Limousin les principes du socialisme moderne.

COMITE D'INITIATIVE

MM. Armand (Dordogne); Bellières (Corrèze); Mme Bertrand (Cze); MM. Bican (Creuse); Blot (Creuse); Boisserie (Dgne); Bonnet (Dgne); Bousquet (Cantal); Bousseyrol (Cze); Boutet (Haute-Vienne); Boutoy (Creuse); Bouyard (Dgne); Buisson (H.-V.); Coignac (H.-V.); Corrèze (Cze); Cousteil (Dgne); Deffieux (Dgne); Delplé (Cze); Denecker (Cze); Deslandes (Creuse); Ducher (Creuse); Duvaléix (Dgne); Ferrand, conseiller général, maire de Royère (Creuse); Feytaud (Cze); Frayssix, conseiller général, maire d'Eymoutiers (H.-V.); Fureix (H.-V.); Galteyrie (Cantal); Gaumer (Creuse); Guillon (Creuse); Henry (Cze); Huguet (Dgne); Joffre (H.-V.); Jolly (Cze); Kellermann (Cze); Lacombe (Cze); Leyrolles (Cantal); Lombois (H.-V.); Magnier, conseiller général de la Creuse; Mandonnaud (H.-V.); Manigaud (H.-V.); Markarian (Cze); Massé (Dgne); Meyniel, maire d'Aurillac (Cantal); Pain (Dgne); Poms (Dgne); Périquoi (Cze); Petit (Cze); Pradel, conseiller général, maire de Palisse (Cze); Roquejoffre (Dgne); Roumanle (Dgne); Sarre, conseiller général (Creuse); Schowb (Cze); Teulade (Cze); Teyrat (Dgne); Thouron (Dgne); Volry (Dgne).

Les signataires ci-dessus sont des élus (conseillers généraux, maires, conseillers municipaux) et des personnalités représentatives exerçant des responsabilités ou une action militante dans les syndicats (F.E.N., U.N.E.F., F.O., C.F.D.T., C.G.T., F.D.S.E.A., C.D.J.A., autonomes), des clubs ou cercles de pensée, des mouvements sociaux, de jeunesse, de culture, de tourisme populaire.

LE 30 NOVEMBRE, SALLE DE LA MUTUALITE

SOIRÉE DE LA FÉDÉRATION DE PARIS

CLAUDE NOUGARO, CATHERINE SAUVAGE

MAURICE FANON, COLETTE MAGNY

LES ACHALAY

Renseignements : 81, rue Mademoiselle - SUF 06-71

Elections législatives : Louis Pointier, candidat au Havre

La Section havraise du Parti Socialiste Unifié (P.S.U.) a décidé de présenter, dans la sixième circonscription du Havre, la candidature de Louis Pointier, membre du Comité politique fédéral, secrétaire de la Section, adjoint au maire du Havre. Suppléant : Paul Reguer, membre du Comité politique fédéral, conseiller municipal du Havre.

En rendant publique cette candidature, la Section havraise du P.S.U. réaffirme que le Parti Socialiste Unifié continue inlassablement à préconiser, pour toutes les circonscriptions, une candidature unique de toute la gauche, appuyée par un accord national sur un programme commun.

La Section havraise du P.S.U. déclare qu'elle est prête à tout moment à reconsidérer le problème de la candidature de ses militants si, dans les semaines à venir, un accord est possible sur ces bases.

Pour un règlement pacifique de la guerre au Vietnam

Une réunion d'information pour un règlement pacifique de la guerre au Vietnam, aura lieu le lundi 21 novembre à 20 h 45, 44, rue de Rennes (grande salle), face Saint-Germain-des-Prés.

Orateur : Jean Lacouture, collaborateur au « Monde » et au « Nouvel Observateur » ; William Gardner-Smith, romancier, journaliste américain, sous la présidence de : Jacques Chataignier, secrétaire national du Mouvement de la Paix.

Colloque sur la guerre chimique du Vietnam

Un colloque, organisé par l'Association d'amitié franco-vietnamienne, sur la guerre chimique au Vietnam, aura lieu le samedi 19 novembre, à 15 h, à la salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, salle 2.

Colloque socialiste de Saint-Brieuc les 26 et 27 novembre

Le Comité de Grenoble a pris l'initiative, comme on le sait, d'organiser une série de colloques socialistes régionaux.

Le premier de cette série se tiendra à Saint-Brieuc, les 26 et 27 novembre.

Les rapports présentés seront les suivants :

Rapport général sur « La vie régionale en France », par Michel Rocard.

Rapport sur « Les problèmes généraux de la région de l'Ouest », par Michel Philipponneau.

Rapport sur « Les problèmes agricoles », par Bernard Lambert.

Rapport sur « Les problèmes culturels », par M. Keravel.

C.E.S. : sur le programme commun

Le Cercle d'Etudes Socialistes de sciences-po organise le jeudi 17 novembre, à 20 h 30, un débat contradictoire : « Secteur public et secteur privé », avec :

— S. Malterre, responsable de la section économique du P.S.U.

— P. Boccara, membre de la section économique du Comité central du P.C.F.

— D. Cepède, membre de la commission économique de la S.F.I.O.

Présentation du programme santé

Le Programme Santé du P.S.U. sera présenté à la presse, le mardi 22 novembre, à 15 h, à la Closerie des Lilas, 171, bd Montparnasse, Paris-6^e, par P. Berezogovoy, membre du secrétariat national, secrétaire de la Commission économique et sociale et le Dr Court, secrétaire de la Commission nationale santé.

La brochure « Santé », comprenant le programme santé est parue. Prix 2 F l'unité, 1,90 F par 10, 1,80 F par 50, 1,50 F par 100. Passez vos commandes, 54 bd Garibaldi, Paris (15^e). C.C.P. Paris 5826-65.

Petites Annonces

Maison des Jeunes et de la Culture en création, ch. directeur qualifié. Appts mensuels 1.200 F + log., chauff. éclair. Ecrire M.J.C. 41, Mairie de Clichy-sous-Bois, 93.

Leçons d'anglais par camarade américain, proche banlieue sud. Ecr. au journal, qui transmettra.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeurs adjoints : GERARD CONSTANT, CHRISTIAN GUERCHE

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF. 19-20
Rédaction : 31, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON. 22-60

Pub. Littéraire : 71, rue des Saints-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

DEBRE - DEFFERRE :

UN AVERTISSEMENT !

De Gaulle a eu raison.

De Gaulle a raison.

De Gaulle aura toujours raison.

Ce credo de Michel Debré sera celui que d'ici à mars 1967 les candidats gaullistes ne cesseront de répéter.

Comme aux divers référendums et élections depuis 1958 !

Mais, cette fois, les consignes ajouteront : « En plus, jouez sur la stabilité, jouez sur la politique étrangère. »

On l'a bien vu à l'occasion de l'affrontement Debré-Defferre. C'est sur ces deux thèmes que Debré a été le plus à l'aise.

Par contre, on a pu constater qu'il était sur la défensive chaque fois qu'il s'agissait de politique économique et sociale. Il ne pouvait, en effet, cacher que le choix du gaullisme était celui du néo-capitalisme et que sans cesse, depuis 1958, le secteur privé, la puissance de ses banques, la conception technocratique de l'Etat se sont substitués à l'influence du secteur public. Cette « déplanification », cette servilité aux intérêts capitalistes marquent bien où doivent porter nos attaques.

Le gaullisme est vulnérable dans sa politique économique et sociale.

Et c'est en abordant ces questions que Defferre marqua des points. Encore eût-il été plus convaincant s'il avait été plus loin. Prenons par exemple le problème du logement, qui sera l'un des plus discutés pendant la campagne électorale. On ne peut, pour le contester, rester seulement dans le domaine statistique. Personne ne sait plus alors qui dit la vérité. Il faut montrer la collusion qui existe dans le monde capitaliste, entre l'Etat qui crée et encourage les secteurs privés d'investissements, et les actionnaires des sociétés de ces secteurs. Surtout quand le but recherché est un profit rapide et élevé. Vouloir, en dix ans, retrouver son capital et s'enrichir pour vingt ans ne peut en effet permettre de vendre ou de louer à bon marché. Ainsi se trouve-t-on confronté avec cette insupportable situation des ap-

partements vides parce que trop chers.

Mais à qui la faute, sinon au gouvernement qui, sous couvert de libéralisme, favorise cette classe de nouveaux riches ?

Et comment y remédier sans remettre en cause, nécessairement, les structures mêmes de la société capitaliste ?

Ce qui est vrai pour le logement l'est aussi pour les autres points chauds de l'économie.

Il est significatif à ce propos que Defferre en soit venu à critiquer ouvertement la « colonisation américaine » de l'économie capitaliste française. Cela montre bien que pour attaquer le gaullisme il faut aller jusqu'au bout de

par Harris PUISAIS

l'argumentation et ne pas avoir d'arrière-pensée qui oblige à un malencontreux silence.

La conclusion est simple : pour combattre le gaullisme, il ne suffit pas de poser les problèmes. Il faut expliquer quelle autre politique on se propose de faire.

Et c'est là qu'on touche aux insuffisances des propositions des amis de Gaston Defferre.

Et c'est là que se situe notre débat avec eux.

Nous ne voulons pas que la réaction des Français, parlant de l'opposition, demeure ce qu'elle est aujourd'hui, une double interrogation : quelle politique proposez-vous ? et qui fera cette politique ?

Nous voyons bien que les attaques de nos adversaires portent et que bien des hommes proches de nous y sont sensibles.

Notre rôle, avant que la grande bataille ne commence, doit être de convaincre les électeurs que la gauche apporte vraiment des réponses claires à cette double question.

Et il faut, pour définir les bases sérieuses de la politique qui doit rem-

placer le gaullisme, autre chose que des dialogues hebdomadaires qui ne sont que des monologues d'initiés, autre chose que des accords électoraux dépourvus de contenu politique, autre chose qu'une arlequinade de désistements.

Surtout si l'on pense, comme Gaston Defferre, que la gauche peut prendre le pouvoir dans le flux d'une vague politique semblable à 1936 ou à 1956.

Dans ce cas, il ne faut pas prêter le flanc aux flèches de ses adversaires.

La Fédération de la gauche sait bien qu'à elle seule elle ne peut prétendre avoir la majorité. Qu'il lui faut les voix du parti communiste, les voix du P.S.U., et toutes celles en dehors de ces partis qui sont exigeantes et veulent savoir à qui elles se donnent et pour quoi faire.

La Fédération de la gauche, si elle veut être l'axe de cette future majorité, ne peut continuer plus longtemps à rester sourde aux avertissements qui lui sont lancés, parfois même par certains de ses membres.

Elle ne peut se refuser à une confrontation qui tenterait de trouver les meilleures conditions d'unification et d'efficacité du combat.

La minute de vérité approche. Ce serait faire le jeu du gaullisme que de ne pas cimenter toutes les forces de gauche par un accord sur de véritables contre-propositions politiques qui fassent vraiment croire au sérieux de notre opposition.

Ce serait faire le jeu du gaullisme que de donner la priorité à des accords tactiques multiples et contradictoires.

Ce serait priver la gauche du grand nombre de voix qui attendent pour revenir à elle qu'elle s'affirme volontaire, cohérente et honnête.

Dans cette période d'attentisme et d'indécision, la gauche n'a rien à gagner. Elle perd ses forces. Elle est atteinte par tout ce temps perdu qui passe. Et souvent des volontés se heurtent qui devraient s'associer.

Alors qu'il y a tant à faire !

Résolution politique du C.P.N. des 11 et 12 novembre

Les élections générales de 1967 annoncent déjà, sous bien des aspects, les premières batailles de l'après-gaullisme. Sous l'autorité déclinante du général de Gaulle, se met en place une vaste coalition réactionnaire, préfiguration d'un grand parti conservateur moderne allant de Giscard d'Estaing au centre démocrate. Les profiteurs de l'expansion de ces quinze dernières années entendent aujourd'hui consolider les situations acquises : le V^e Plan et les diverses mesures administratives qui l'accompagnent visent à perpétuer la gestion commune du pouvoir par l'Etat technocratique et le grand capital, tandis que s'accroissent les différenciations sociales et que les travailleurs manuels et intellectuels se voient arracher, jour après jour, les quelques moyens d'intervention qu'ils avaient conquis par leurs luttes.

Tout montre que c'est dans la nature sociale, plus encore que dans la nature politique du régime gaulliste que résident fondamentalement ses tendances antidémocratiques ; le P.S.U. a, depuis 1960, indiqué que seule une alternative socialiste pouvait être valablement opposée à ce régime : la nature de la succession qui se prépare rend cette analyse encore mieux fondée.

C'est à une véritable solution de rechange qu'il faut appeler les électeurs : seules de véritables réformes de structure mettant en question la répartition du pouvoir économique apporteront le changement attendu par eux. Cette solution doit pourtant s'inscrire dans l'évolution que la société française a connue au cours de ces dernières années. Elle doit garantir le maintien et le développement de l'expansion économique, et assurer les conditions de la stabilité politique. Elle doit jeter les bases d'une véritable indépendance à l'égard de l'hégémonie américaine, c'est-à-dire la construction d'une Europe élargie, désengagée à l'égard des blocs militaires et solidaire des mouvements d'indépendance du tiers monde.

Cette solution implique à la fois la formation d'une majorité nouvelle et la définition d'un programme hardi et réaliste. Majorité nouvelle qui comprendra toutes les forces politiques, mais aussi syndicales et sociales qui luttent contre la domination du grand capital. Programme qui permettra d'élargir les frontières restreintes de l'actuel électorat de gauche à des milliers de travailleurs

salariés, de cadres et de techniciens, d'agriculteurs, de jeunes dont les intérêts matériels et moraux entrent en permanence en conflit avec les structures néo-capitalistes, mais qui n'ont pas encore trouvé dans les formations de gauche la réponse à leurs problèmes.

Pour que la gauche aborde ce combat avec le maximum de chances et d'efficacité, le P.S.U. a, depuis des mois, multiplié les efforts pour que s'ouvre la discussion sur le programme et pour que, dès le premier tour, un candidat unique défende, dans chaque circonscription, les options mises au point en commun. Ces deux propositions n'ont été retenues ni par la F.G.D.S. ni par le P.C. Le P.C. a décidé de présenter partout des candidats au premier tour. La F.G.D.S. refuse la discussion pour l'élaboration d'un programme commun. Le principe de la discussion d'une plate-forme programmatique commune en vue du deuxième tour a été, fort heureusement, reconnu par le dernier congrès de la S.F.I.O. et celui de la Convention des institutions républicaines. Mais cette discussion doit maintenant s'ouvrir sans tarder. Plus tardive sera l'ouverture, moins le contenu de cette plate-

forme aura de chances d'intéresser les électeurs.

De même, il n'est que temps de lever l'ambiguïté qui continue de peser sur les alliances que la gauche sera amenée à contracter : ce n'est pas en discutant avec les leaders centristes qui ne cherchent qu'à mieux négocier leurs portefeuilles dans le prochain gouvernement que l'on gagnera les électeurs populaires qui leur font confiance, mais en attaquant sur le fond les tares économiques et sociales du régime, et en leur opposant des remèdes constructifs et durables.

Le P.S.U. continuera à faire tous ses efforts pour que de tels accords, unissant toute la gauche, deviennent une véritable réalité politique, mais il entend dès maintenant engager sa propre bataille, présenter une option claire au pays, définir publiquement un programme cohérent de réformes de structures. A l'issue du Conseil national qu'il tiendra à Paris les 10 et 11 décembre, le P.S.U. fera connaître au pays les candidats qu'il présentera ou soutiendra et le programme qu'ils défendront. Il appelle tous ceux qui sont conscients des nouvelles conditions de combat de la gauche à mener cette lutte à ses côtés.

PREPARER L'AVENIR ECONOMIQUE DE LA FRANCE

Cette semaine, en deux occasions, M. Pierre Mendès France a présenté ses propositions concernant d'une part la politique économique et financière du gouvernement Pompidou, d'autre part les problèmes posés par le développement de la recherche scientifique et ses rapports avec l'Université.

En les résumant dans « T. S. », nous tenons à apporter de nouveaux commentaires à l'appui des idées déjà énoncées dans les documents de programme du P.S.U. Notre parti entend ainsi aller au-delà de simples orientations politiques insuffisamment explicitées, non chiffrées et non précisées dans le temps de leur application.

Les critiques de notre camarade P. Mendès-France rejoignent celles que nous avons

présentées dans le commentaire du récent programme de la « Fédération de la gauche ».

Leur but est de montrer qu'intenter au gaullisme une critique seulement négative est insuffisante, une opposition vague, incomplète.

Il est possible de déterminer des propositions politiques qui par leur précision, condamnent l'action du gaullisme, et rassemblent les hommes de gauche que démobilisent sciemment ou inconsciemment les jeux tactiques préconisés par des hommes trop habiles.

S'opposer au gaullisme, c'est savoir plaider un autre dossier à condition de l'avoir bien étudié, d'y croire et d'y faire croire.

Ce langage politique est le nôtre au

P.S.U., et on le retrouve dans les interventions de Mendès France.

Rappelons à ce propos que, contrairement à ce que certains journaux — même lorsqu'ils sont proches de nous — veulent laisser croire, Pierre Mendès-France est membre du P.S.U., qu'il y a toujours milité, et que sa candidature à Grenoble a été présentée par la section de notre Parti.

Ainsi donc, et cela est normal, il n'y a aucune contradiction dans les exposés de Mendès-France et l'esprit des textes votés par les instances supérieures de notre Parti. Il y a identité et complémentarité. Ce qui peut gêner quelques bons apôtres, mais ne peut que nous confirmer dans notre combat contre le régime gaulliste.

« T. S. »

Les déclarations de Pierre Mendès France

● La situation économique est précaire

— La conjoncture présente, estime d'entrée Pierre Mendès France, a fait l'objet d'appréciations divergentes. S'il est vrai que la croissance économique continue à un rythme honorable de l'ordre de 5 à 5 1/2 % pour l'ensemble de l'économie nationale, la hausse des prix est actuellement le double de celle qui a été prévue par le plan. La reprise économique repose sur un certain nombre de faits qui sont essentiellement une conjoncture internationale favorable, une reprise des investissements publics et des investissements privés. Il se pose toutefois de graves problèmes de financement qui ne sont toujours pas résolus.

« Cette conjoncture un peu confuse, précise-t-il, est le produit de la politique de déplanification qu'a poursuivie la V^e République. Après trente ans d'interventionnisme de l'Etat, c'est un fait que celle-ci s'est donnée une doctrine tendant à un retour à une certaine économie libérale. Ce retournement de politique est tout à fait fondamental.

● La règle actuelle, c'est le mystère

— Le gouvernement attendait de cette évolution « déplanificatrice » un sursaut d'élan, poursuit P. Mendès France. C'est, au contraire, une langueur qui s'est répandue sur l'économie française : stagnation de la Bourse, insuffisance des investissements privés, incertitude quant aux lendemains.

« A l'inverse de ce qu'avait promis M. Rueff, l'épargne, pourtant moins sollicitée par l'Etat, ne s'est pas dirigée vers les investissements privés et les taux du loyer de l'argent n'ont pas baissé, mais augmenté. Cette évolution a été à ce point paradoxale que l'Etat a dû faire exception à ses principes et lancer lui-même deux petits emprunts pour en redistribuer le montant aux entreprises qu'il choisissait.

« Dans tout cela, aucune information précise ou complète n'a été donnée à l'opinion ou aux syndicats de salariés. La règle actuelle, c'est le secret, le mystère. En fait, il n'y a plus, aujourd'hui, de véritable plan ni même de politique économique cohérente, mais des opérations au coup par coup, ce qui apparaît particulièrement fâcheux quand on voit tant de groupes privés organisés graviter autour du pouvoir.

● Déplanification et sous-emploi

Pierre Mendès France insiste alors sur le sous-emploi à la fois sur le plan humain et sur le plan structurel. Des jeunes, des cadres sont

inemployés. Les entreprises situées dans des zones géographiques défavorisées sont loin de produire ce qu'elles pourraient. Notre stock d'or et de devises dépasse largement nos besoins.

— La politique poursuivie par le gouvernement, ajoute-t-il, manque en permanence d'efficacité et prive la nation d'une partie du revenu national, sur laquelle elle devrait pouvoir compter. En 1965, par exemple, on a calculé que la chute de croissance avait fait perdre au pays 12 milliards de francs ; cette année, la perte sera un peu moindre, puisque la croissance est moins faible.

● Une politique démocratique et volontariste

Mendès France critique alors l'acceptation par le gouvernement de « l'alternance des conjonctures positives et régressives : tantôt initiatives enchevêtrées génératrices de « surchauffe », que l'on s'efforce alors de « casser » ; tantôt stagnation à laquelle on cherche à mettre fin par des mesures de relance, qui provoquent vite des goulots d'étranglement.

« Le libéralisme veut n'intervenir que le moins possible ; alors il n'intervient jamais que trop tard et de façon aveugle. Les hommes de progrès ne peuvent se satisfaire de ces « coups d'accordéon » qui « cassent » le rythme de l'expansion.

« A ce laisser-faire, il faut opposer une politique démocratique et volontariste comprenant à la fois des mesures générales et des décisions correctrices dans certains secteurs.

● Une véritable politique des revenus

Parmi les mesures générales qu'il propose, Mendès France insiste sur « une véritable politique des revenus non pas dirigée contre les salaires, mais fondée sur une plus grande honnêteté fiscale, une orientation des prix, la maîtrise des secteurs abandonnés à la spéculation, une répartition plus juste des fruits du travail commun... »

Et, plus loin, caractérisant les entretiens entre M. Pompidou et les syndicats, Mendès France déclare :

— Je n'appelle pas dialogues ces audiences de principe ou de parade accordées par le premier ministre aux syndicats, au cours desquelles rien de fondamental n'est discuté et dont on sait à l'avance que rien ne peut sortir, ce qui explique peut-être qu'on les accorde.

● Des réformes de structure

Mendès France indique alors la nécessité de mesures « correctrices dans certains secteurs, la politique

libérale non discriminatoire laissant s'amplifier des phénomènes regrettables qu'il vaudrait mieux juguler à temps.

« En fait, le gouvernement n'a pas osé avant 1963 et n'ose pas non plus, maintenant, entreprendre les réformes de structure nécessaires : la réforme foncière : qui prend au sérieux le nouveau projet de loi ? La réforme du financement des collectivités locales : qui s'en préoccupe vraiment ? Le déficit des entreprises nationales : on en reparlera plus tard... après les élections. Le dé-

ficit de la Sécurité sociale, qui s'élèvera à 1.100 millions de francs l'an prochain ; la réforme fiscale, une politique des revenus qui ne soit pas seulement une façon déguisée de peser sur les salaires.

« En vérité, toutes ces questions, jugées essentielles par le V^e Plan, ont été ajournées, car nous ne sommes pas loin des idées de mars. Ce n'est pas tellement la peur des électeurs qui hante le pouvoir, mais sa volonté de ne pas aligner les intérêts particuliers sur l'intérêt général. »

Debré poursuit la déplanification

Le 9 novembre dernier, M. Debré a fait un large exposé de sa politique devant le Conseil national du Crédit. Certaines de ses phrases méritent d'être méditées :

1° M. Debré soumet l'Etat aux lois du marché :

« L'assainissement des finances publiques et le désendettement progressif du Trésor vis-à-vis du secteur bancaire autorisent maintenant l'Etat à renoncer à la contrainte pour assurer sa trésorerie, à accepter, par conséquent, les lois du marché. Cette évolution placera le Trésor dans la situation qui prévaut dans les principaux pays étrangers. »

2° M. Debré supprime le contrôle sélectif sur le crédit bancaire :

« Le coefficient de réserves (qui vient d'être institué) tend à réintroduire la liberté dans le choix et dans la gestion des emplois bancaires, en fonction des considérations naturelles (sic) qui sont les appréciations de rendement et de risque. J'espère ainsi favoriser une remise en ordre progressive des taux sur la base des lois du marché et dans le cadre d'une concurrence dont la notion même a parfois été perdue de vue. »

3° M. Debré supprime le contrôle des opérations de change :

« Le gouvernement a décidé de supprimer toutes les réglementations imposées jadis par les circonstances. Il déposera sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi abrogeant les différents textes édictés depuis 1939. Dès lors, la règle générale de nos relations économiques et financières avec l'étranger sera la liberté.

« En cas de besoin, le texte soumis au Parlement prévoit que le gouvernement disposera des pou-

voirs nécessaires pour préserver l'indépendance financière de la nation et assurer la réalisation de ses objectifs sociaux, économiques et monétaires. »

Jamais on n'avait été aussi loin dans la voie du retour au libéralisme.

Certes, le dirigisme, l'arbitraire, les contrôles tatillons et inefficaces ne se confondent pas avec la planification ; l'impécuniosité de l'Etat ne l'a jamais facilitée.

Certes, M. Debré, comme le montre *Le Monde* dans son bulletin de la semaine du 13-14 novembre, annonce sur chaque point de sérieux garde-fous visant à écarter les risques excessifs d'un retour pur et simple à la liberté.

Nous voudrions tout de même savoir de quels moyens efficaces l'Etat disposera encore pour assurer l'exécution du Plan. Qu'il puisse prendre des mesures de sauvetage au cas où les choses tourneraient par trop mal ne nous rassure pas.

Lorsque le Trésor devra se soumettre à la loi du marché et que les banques accorderont leur crédit en fonction du rendement des opérations, qu'est-ce qui permettra de faire respecter les priorités du Plan ?

Lorsque tous les contrôles extérieurs seront levés, comment la France pourra-t-elle échapper aux coups de boutoir des capitalistes « internationaux », y compris les français.

P. Mendès France a eu raison de souligner que le régime actuel représente une menace grave même sur le plan de l'efficacité économique, du plein emploi et de l'indépendance nationale.

J. M.

Bientôt « T.S. » nouvelle formule

Caen : l'université française à la recherche d'une nouvelle jeunesse

Trois cents savants, hommes politiques, hauts fonctionnaires et industriels réunis à Caen pendant trois jours pour le 11 novembre, cela devait faire du bruit. Effectivement, les suggestions formulées au cours de ce colloque sur le thème « Formation supérieure et Recherche scientifique » sont assez révolutionnaires. Les ministres concernés l'avaient bien pressenti et ne s'étaient pas fait prier pour venir marquer de leur présence les travaux de l'Association d'étude pour l'expansion de la recherche scientifique.

M. Valéry Giscard d'Estaing lui-même, était venu, quasiment de son propre chef, pour participer à la dernière journée.

De cette manifestation, on retiendra surtout le discours prononcé à la séance d'ouverture par Pierre Mendès France, qui a illustré, par une masse impressionnante de chiffres, le retard pris par la France en matière de recherches scientifiques et techniques.

Il a notamment, déclaré :

« A supposer le V^e Plan intégralement exécuté, nous ne nous retrouverons en 1970 qu'au niveau de la Grande-Bretagne en 1963. Au surplus, le Plan ne peut plus être réalisé, et nous le savons bien ; ces 50.000 nouveaux chercheurs ou ingénieurs de recherche qu'on disait vouloir recruter entre 1965 et 1970, ces 65.000 techniciens de la recherche où les trouverait-on ? Ce n'est pas une conjoncture bien favorable à l'expansion de la recherche que celle qui aura abouti, cette année, à réduire de 5.000 le nombre de nos bacheliers de mathématiques, et qui, pour un nombre d'étudiants de loin le plus élevé d'Europe, aura abouti à nous donner moins de nouveaux docteurs en sciences que n'en comptent l'Angleterre et l'Allemagne. »

Le déficit annuel de la balance extérieure des redevances de fabrication s'élevait à 7 milliards d'anciens francs en 1956 et sera de l'ordre de 50 milliards légers cette année, devait ajouter M. Mendès France, pour lequel la solution réside dans une augmentation considérable des crédits de la recherche, un développement de l'enseignement supérieur de masse et une rénovation complète de l'enseignement supérieur.

M. Monod, Prix Nobel, qui succéda à la tribune à Pierre Mendès France, approuva totalement les déclarations de celui-ci et rappela que c'est sous l'impulsion du Président du Conseil d'alors que furent prises en 1954-1955 les premières mesures

destinées à promouvoir une politique de la recherche scientifique.

M. Alain Peyrefitte devait aussi, dans son discours, samedi soir, rendre hommage à Mendès France ; le ministre de la Recherche scientifique se borna, toutefois, à rappeler les grandes lignes de la politique gouvernementale dans ce domaine, et prononça un discours d'une banalité dont il a le secret.

Objectif : décloisonner

Le patronat, de son côté, était bien représenté, le président du C.N.P.F. participa à la séance d'ouverture et plusieurs directeurs de recherche de grandes firmes privées furent assidus aux travaux des commissions. L'assistance fut toutefois quelque peu déçue par le discours de M. Huvelin, qui s'est surtout contenté de faire la philosophie des rapports entre l'ingénieur et le chercheur fondamentaliste, alors que le colloque attendait de lui une définition positive des besoins de l'industrie au regard de la recherche. Mais M. Huvelin se trouva en harmonie avec le colloque lorsqu'il réclama un décloisonnement systématique des différentes catégories de recherche, la suppression des barrières intellectuelles qui séparent encore l'université et l'industrie.

Cette idée de décloisonnement est, en effet, à la base des travaux du colloque : elle inspire toutes les recommandations adoptées en séance solennelle de clôture, en présence du ministre de l'Éducation nationale. Et celui-ci, qui ne brille pas par l'originalité de sa pensée, n'a finalement pas été mécontent de trouver des idées auxquelles il puisse attacher son nom ; aussi le discours qu'il prononça pour la clôture est-il fort encourageant pour les promoteurs des réformes suggérées.

Qui sont ces promoteurs et quelles sont ces réformes ?

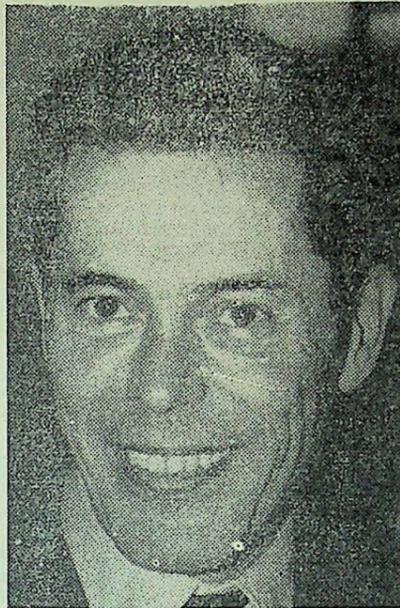
Comme souvent, c'est une minorité agissante qui a provoqué cet examen de conscience de l'université ; il s'agit essentiellement de MM. Lichnerowicz, agrégé de mathématiques, membre de l'Institut, et Zamansky, doyen de la faculté des Sciences de Paris, du recteur Cappelletti, de M. Monod, Prix Nobel, du professeur Jean Bernard, de la faculté de Médecine de Paris, plus quelques autres qui trouvèrent un discret encouragement auprès de M. Aigrin, directeur général des enseignements supérieurs.

Fin du mandarinat

L'idée de base est simple : abolir la structure napoléonienne, cloison-

née et centralisée, de l'université française, pour la remplacer par des unités d'enseignement autonome, plus nombreuses, concurrentes et compétentes pour les disciplines les plus variées. Ainsi, les facultés parisiennes devraient-elles éclater en une dizaine d'universités autonomes, ce qui aurait l'avantage de ramener les institutions d'enseignement supérieur à une échelle plus humaine : les unités les plus grandes ne devraient pas compter plus de 10.000 étudiants au maximum.

Du même coup, les chaires disparaîtraient, afin de mettre un terme à la sclérose qui résulte de la quasi-immobilité des titulaires ; il s'agit de permettre chaque année la mise à jour systématique des enseigne-



J. Monod, Prix Nobel : pour une véritable politique de la recherche scientifique.

ments, de réviser les cours, de créer de nouvelles disciplines et de multiplier les relations interdisciplinaires, totalement inexistantes aujourd'hui. En bref, rénover la structure de l'enseignement supérieur par la suppression des cloisonnements et du mandarinat des « patrons », tel est l'objectif des résolutions du colloque de Caen 1966, et il fallait, par exemple, un certain courage de la part des sommités médicales présentes pour accepter, comme elles l'ont fait, une telle évolution.

L'idée est ainsi lancée dans l'opinion publique ; des expériences seront tentées. Mais les difficultés à surmonter seront considérables, car il s'agit de bouleverser des structures et des habitudes séculaires.

Le rajeunissement de notre université est, certes, une tâche urgente et les savants réunis à Caen ont eu raison de provoquer cette prise de conscience de l'opinion publique. Il faudrait, toutefois, se garder de recourir systématiquement à la solu-

tion de facilités qui consisterait à copier les universités étrangères : en particulier, le dynamisme de la recherche américaine exerce une sorte de fascination qui était sensible à Caen. Mais, pour se rajeunir, l'université française ne doit pas se contenter de copier ; elle doit trouver sa voie propre et avoir pour objectif essentiel une démocratisation toujours plus grande.

Rémy Grillault.

Sur une quinzaine qui parle de violence

Pendant une quinzaine de jours, le thème de la violence était à l'ordre du jour au Quartier Latin. « L'Union des Étudiants Juifs de France » avait en effet organisé une grande manifestation culturelle à laquelle les étudiants ont répondu en masse, tant aux séances cinématographiques où l'on a pu revoir des films comme *L'Enclos*, *Come back Africa*, *Mourir à Madrid*, etc., qu'aux conférences-débats.

Mais si les séances de cinéma étaient d'un grand intérêt, ce sont surtout les conférences que l'on attendait. C'est là que l'on allait savoir pourquoi les étudiants juifs avaient choisi le thème de la violence. C'est là aussi que l'on jugerait de la valeur de cette manifestation ; le docteur Claude Olivenstein, qui présidait la première séance, allait nous le dire.

Montrant comment l'émancipation des Juifs dans le monde occidental s'était réalisée au prix de leur personnalité, comment, à travers l'histoire du ghetto et des pogroms, le peuple juif s'était toujours souvenu d'un des dix commandements : « Tu ne tueras point », constatant la fascination qu'avait exercée l'Occident sur l'ensemble du peuple juif, Occident qui a donné Hitler, la guerre d'Algérie et aujourd'hui le napalm au Vietnam, et se désespérant que cet Occident n'ait pas su rendre le monde heureux, chaque universalisme, ajoutait-il, s'est heurté à son tour au même problème juif. Et tous les systèmes de Marx à Freud, qu'il put proposer pour libérer l'homme et le rendre heureux passaient nécessairement par une prise de conscience collective et par la violence.

Enfin, après avoir montré brièvement la perte de l'héritage juif, il se tourne vers les meilleurs représentants de la civilisation occidentale et leur pose la question à laquelle, à l'issue des débats, on voudrait pouvoir répondre : « Qu'avez-vous à nous dire sur cette violence qui n'est pas encore tout à fait la nôtre. Y a-t-il un espoir ? L'homme cessera-t-il d'être un loup pour l'homme ? »

La violence, il fallait d'abord la situer et chacun à sa manière, MM. Jeanson, Lyotard, Morin et Green s'attachèrent à montrer qu'elle était contenue tant dans la personne humaine que dans les structures de la société.

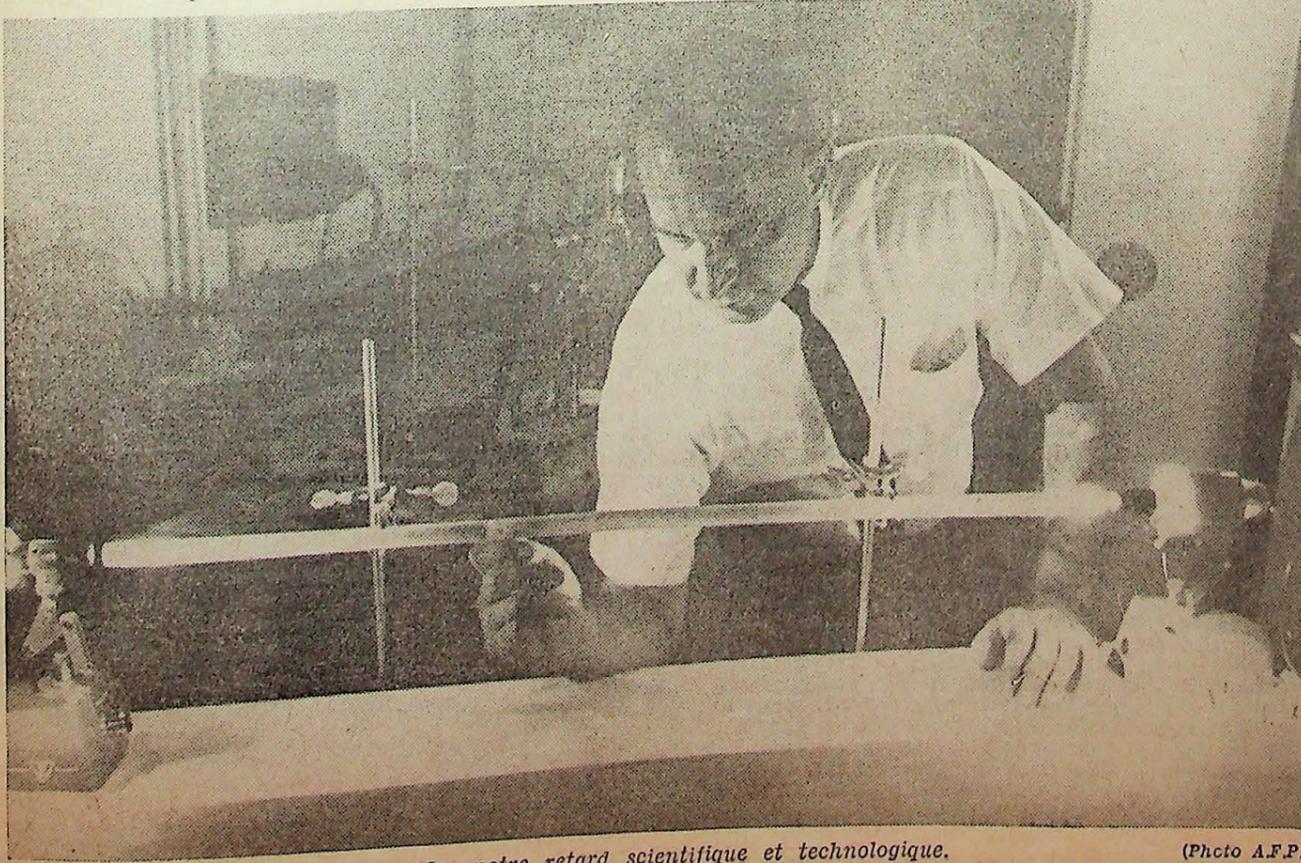
Il est impossible de relater ici tout ce qui s'est débattu au cours de cette semaine. Il est bon de noter cependant la magistrale réponse que firent Rabi et Wormser à J.-F. Steiner et A. Arendt et la réponse indirecte que leur fit H. Fanon en montrant les différentes étapes du colonialisme, l'intervention très applaudie d'un étudiant vietnamien qui apporta le témoignage de ses frères en lutte pour leur liberté, avant de rendre compte de la réponse qui fut faite à la question du docteur Olivenstein.

Cette réponse, M. Henri Lefèvre la situe dans des expériences et des recherches faites localement pour aboutir à un mode de vie différent. Il en retient deux, la « Révolution culturelle » en Chine et les Kibboutzim israéliens. M. Pierre Nardin la voit, lui, dans une réconciliation, notamment entre le patron et l'ouvrier, au sein d'une Église au sens large du terme, dans laquelle les différences sociales seraient abolies. M. Léon Askenazi la recherche dans le message de la Bible, l'homme cessera d'être un loup pour l'homme, dit-il, lorsque chacun considérera Dieu non pas comme son Dieu, mais comme le Dieu d'autrui.

MM. Nardin et Askenazi se retrouvaient pour dire que l'homme devait considérer son prochain non pas comme un inférieur ni même un égal, mais comme un supérieur. Chacun se situant inférieurement à l'autre, tous se retrouveront égaux.

C'est là, je crois, l'essentiel que l'on doit retenir de cette quinzaine.

J.-P. Liévois.



Comblent notre retard scientifique et technologique.

(Photo A.F.P.)

Bertrand RUSSELL : le tribunal international sur le Vietnam

Les crimes de guerre actuellement perpétrés au Vietnam posent au peuple américain le problème de son propre gouvernement, de sa propre société, le problème même de son destin, je l'ai montré dans mon « Appel à la conscience américaine ». Mais ce n'est pas seulement le peuple américain, c'est nous tous que concernent les événements qui se déroulent au Vietnam. Il nous faut un réveil mondial, mieux, une mobilisation mondiale de l'opinion pour arrêter les atrocités qui se multiplient là-bas, ou alors, chacun de nous deviendra une sorte d'Eichmann. « Nous n'avons fourni que les camions », disait Eichmann. A quoi José Martí avait d'avance répondu : « Le témoin d'un crime qui garde le silence le commet ».

Eichmann, c'est le symbole de la sous-humanité : il représente ceux qui ne savent pas, ceux qui refusent de penser, ceux qui préfèrent l'indifférence. Martí, lui, a exprimé la réaction immédiate et spontanée des hommes qui se sentent responsables, l'impatience où les jette l'indulgence pour l'horreur, le mépris que leur inspire la démission de la conscience. Qui d'entre nous n'est point le témoin des crimes actuellement commis au Vietnam ? Sont-ils donc bien nombreux les non-alphabètes du monde occidental auxquels la guerre menée au Vietnam par le gouvernement des Etats-Unis n'est point devenue familière ?

Les organes de diffusion massive des informations, télévision et magazines en tête, n'ont pas cessé de fournir les preuves écrites et filmées des atrocités commises au Vietnam par les forces américaines et par ceux qui les commandent.

Des photographies de scènes de mutilation et de torture de paysans et de membres du F.N.L. du Vietnam-Sud faits prisonniers par les Américains ont été publiées en première page du « New York Times », du « New York Herald Tribune » et dans d'innombrables autres journaux. « Newsweek », « Time », « Life », et « Look » ont diffusé en abondance des images de soldats américains en train d'inonder le Vietnam de bombes au phosphore, de napalm, de gaz paralysants et autres agents de destruction chimique.

Les bombardements d'hôpitaux, d'écoles, de sanatoriums ont été signalés sans même que l'on parût se rendre compte de ce qu'ils signifiaient. Les crimes, dont une simple compilation des documents, rapports et informations sur la guerre du Vietnam publiés par la presse occidentale permet de dresser la liste sont aussi odieux que beaucoup de ceux pour lesquels les dirigeants de l'Allemagne nazie furent exécutés, à la suite du procès de Nuremberg.

Le premier procureur de la Cour Suprême des Etats-Unis, Jackson, déclarait lors de l'ouverture du procès de Nuremberg :

« Le véritable plaignant que nous avons à écouter est la civilisation. La civilisation est en train de se demander si la Loi ne retarde pas au point d'être absolument impuissante à punir d'aussi grands crimes que ceux qu'a commis l'Allemagne... La civilisation attend de ce tribunal qu'il fasse passer du côté de la Paix la force du Droit international, de ses préceptes, de ses interdits et de l'essentiel de son système de sanctions. »

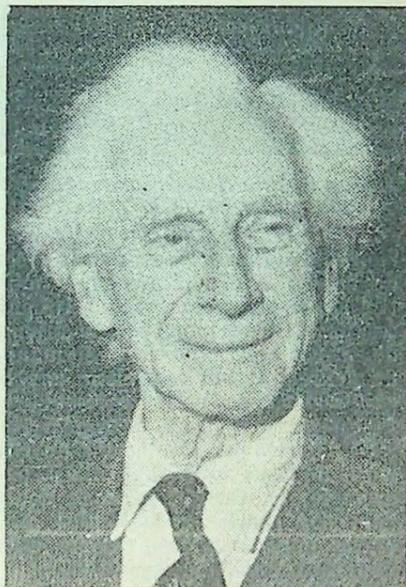
Le précédent de Nuremberg intéresse directement la situation dans laquelle nous nous trouvons. Et cela aussi fut énoncé par le procureur Jackson dans les termes que voici : « Nous sommes sûrs désormais que lorsqu'à l'avenir un homme de loi ou une nation prendront l'initiative d'une poursuite pour crimes contre la Paix mondiale, ils n'auront plus à s'entendre opposer l'argument selon lequel une telle action est irrecevable pour ne pas avoir de précédent. »

Nous soutenons qu'en convoquant une Cour contre les crimes de guerre en 1966, nous obéissons aux exigences d'une situation analogue à celle qui avait rendu nécessaire le procès de Nuremberg. Nous ressentons ce que les gens ressentent il y a vingt-cinq ans lorsque les juifs étaient entassés dans les chambres à gaz. Nous ne pouvons plus faire autrement que d'élever la voix, de parler à vrai dire contre les crimes actuellement perpétrés au Vietnam.

Nous affirmons qu'il y a des preuves accablantes de ce que des crimes

de guerre sont actuellement commis au Vietnam, que ces preuves ont un caractère d'évidence première (« prima facie ») que les organes de diffusion massive des informations des pays d'Occident les fournissent eux-mêmes journellement et que nous sommes par conséquent parfaitement fondés à constituer une cour internationale contre les crimes en question, étant entendu que cette cour fonctionnera au premier chef comme une commission d'enquête.

De quelle nature, en effet, cette cour pourra-t-elle être ? Les témoins de la défense seront libres de se présenter devant elle, mais ils ne sauront y être contraints. La cour n'aura ni le pouvoir de juger les accusés ni celui de leur faire infliger un châtiment. Elle ne sera le porte-parole d'aucun gouvernement. La procédure des débats auxquels elle présidera ne sera pas contradictoire puisque les accusés n'y auront pas les moyens d'organiser normalement leur défense. L'action dont elle sera le centre ne sera donc pas un procès au sens plein. Une comédie de procès parfait ne répondrait pas aux besoins de la cour. La cour, dans ces conditions, fera avant tout figure de commission internationale d'enquête. Et c'est par l'existence d'un nombre suffisant de preuves de caractère de première évi-



(Photo A.D.P.)

dence (« prima facie ») que, tout comme un grand jury, elle se trouvera fondée à mener des investigations sur les crimes commis par les Etats-Unis au Vietnam.

Le poids et l'influence de la cour seront fonction de la notoriété et de la représentativité de ses membres. La cour sera composée d'hommes inattaquables et que nul ne saurait accuser de manipuler les témoignages de manière inadéquate ou malhonnête.

Il faut insister sur ce point parce qu'il y aura sûrement des gens qui prétendront qu'il est impossible à celui qui se déclare convaincu d'avance qu'un crime a été commis d'apprécier de manière impartiale les témoignages qui lui seront soumis. Il faut souligner qu'un tel argument équivaut à confondre esprit ouvert et esprit vide. Nous ne sommes points d'aveugles ardoises dépourvues de sentiments ou d'impressions. Oui, c'est bien parce que nous avons la conviction passionnée que d'abominables atrocités et des crimes contre l'humanité sont en ce moment même commis aux dépens d'un peuple, que nous avons appelé la cour à se constituer.

La cour, à la manière dont le grand jury introduit une mise en accusation, jugera de la valeur des témoignages qui lui seront soumis, mais c'est parce qu'elle se sera convaincue que des crimes ont été commis qu'elle entendra ces témoignages...

Plus de deux cents témoins et victimes viendront du Vietnam pour témoigner devant la cour. Des experts en armements apporteront à la cour les données d'ordre technique dont elle aura besoin. Des docteurs, des infirmières, des journalistes, etc., viendront témoigner devant la cour. Des films et des photos de raids aériens auxquels est soumis le Vietnam seront présentés à la cour. Un film documentaire sur les audiences et débats de la cour sera tourné, des enregistrements au magnétophone, des témoignages recueillis par la cour seront réalisés et largement diffusés.

Toutes les données sur les travaux de la cour et tous les témoignages rassemblés par la cour seront publiés.

Le seul fait d'annoncer la réunion de la cour a déjà soulevé dans le monde entier, un vif intérêt et suscité de nombreuses propositions de soutien. Des initiatives spontanées en faveur de la cour ont eu lieu dans de nombreux pays. Des pétitions de soutien à la cour vont circuler et seront signées par des gens de toute espèce. Des comités de soutien à la cour seront formés dans le monde entier. Des débats, réunions et « teach-ins » sur les crimes dont la cour aura à connaître seront organisés. Des fonds seront recueillis, des insignes et des papillons seront largement distribués. C'est par ces moyens qu'il est déjà devenu clair et qu'il deviendra de plus en plus clair que la cour bénéficiera d'un appui considérable. Les travaux de la cour dureront douze semaines et se dérouleront à Paris.

C'est la Fondation Bertrand Russell pour la paix qui a pris l'initiative de constituer une cour internationale contre les crimes de guerre commis au Vietnam. Nous avons tenu à ce que la cour ne soit composée que d'hommes qui ont apporté une contribution non négligeable à la civilisation. Plusieurs d'entre eux sont des experts du droit international et possèdent une connaissance et une expérience particulières en matière de crimes de guerre. Tel est notamment le cas du juriste yougoslave Vladimir Dediger et du juriste italien Lelio Basso, directeur de la « Revue Internationale du Socialisme ».

La cour comprend encore les hommes que voici : Gunther Anders, l'écrivain autrichien ; Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre, pour la France ; l'ancien président du Mexique Lazaro Cardenas ; Stokely Carmichael, président national du comité américain de coordination des étudiants non-violents ; le professeur brésilien Josué de Castro, qui fut directeur de la F.A.O. (Food and Agricultural Organisation) à l'O.N.U. ; Isaac Deutscher, l'historien britannique ; le Sicilien Danilo Dolci, et Peter Weiss, le dramaturge suédois. Il fallait que la composition de la cour fût aussi remarquable que diversifiée sur le plan géographique.

La sentence que rendra la cour à la fin des audiences sera publiée. Et il sera fait en sorte qu'elle puisse être massivement approuvée dans le monde entier de la manière la plus énergique.

Comment nous combattons l'Apartheid

Le 9 novembre dernier, le « Comité de Liaison contre l'Apartheid » (1) donnait une conférence de presse par laquelle il annonçait la tenue au printemps prochain à Paris d'une rencontre internationale consacrée au combat contre l'apartheid. Qu'il nous soit permis à cette occasion de nous féliciter d'une initiative qui pourrait avoir pour conséquence d'activer la lutte contre l'apartheid dont tout porte à considérer qu'elle vitote dans une indigne somnolence. Lorsqu'on songe qu'il y a un an, le raciste Ian Smith défiait le monde en octroyant unilatéralement l'indépendance à quelque 230.000 Blancs au mépris de 3 millions de Noirs et que depuis lors, manœuvres, compromis, faiblesses, indifférence ont eu pour plus clair résultat de consolider un régime arbitraire et ségrégationniste par essence, on mesure l'échec de la plus naturelle réaction au colonialisme.

On n'aurait guère de peine non plus à rappeler que le scandaleux verdict de la Cour de La Haye sur le Sud-Ouest africain en juillet dernier n'a soulevé d'émotion que dans la presse, tout comme les récentes décisions de l'O.N.U. ôtant théoriquement la tutelle de l'Afrique du Sud sur ce même Sud-Ouest n'ont suscité de réactions alors que visiblement le gouvernement de Prétoria n'a nullement l'intention d'obtempérer aux injonctions des Nations Unies, soutenu objectivement par Paris entre autres... etc. Bref, tout se déroule comme si ces événements ne nous concernaient pas.

Il serait indispensable pourtant de dénoncer la politique scandaleuse que suit en la matière le pouvoir gaulliste, voire de mettre en évidence les contradictions entre un tel appui au racisme pur et la prétention au libéralisme à l'égard du tiers monde. Nous préférons nous taire, tandis que les « Actualités Pathé-Journal »

Il y a des gens qui veulent soulever la question des violences commises par le F.N.L. du Vietnam du Sud et par les Vietnamiens dans la lutte qu'ils mènent pour résister à l'agression des Etats-Unis. La cour ne considérera pas ces violences-là comme des crimes, elle ne les considérera pas plus comme des crimes que le tribunal de Nuremberg ne l'avait fait relativement à l'insurrection du ghetto de Varsovie, aux combats pour survivre menés par les partisans yougoslaves, à la résistance de la Norvège, à la lutte clandestine au Danemark ou aux maquis français. C'était alors la Gestapo qu'il s'agissait de condamner et non point ses victimes.

Bien que la cour n'ait pas le pouvoir de contraindre les témoins de la défense à se présenter devant elle, elle sera prête à les entendre s'ils le demandent, mais à la condition qu'ils soient officiellement habilités à cet effet, en tant que représentants du gouvernement des Etats-Unis. C'est pour cette raison que j'ai écrit au président Johnson en lui demandant de venir se défendre lui-même devant la cour ou de désigner des personnes qui seront chargées par son gouvernement de le faire à sa place.

C'est devant la civilisation et devant l'espèce humaine que la cour a conscience d'être responsable. Le premier procureur de la Cour Suprême des Etats-Unis Jackson, a dit à Nuremberg :

« S'il y a des actes et des violations de traités qui sont des crimes, ce sont des crimes dans le cas où les Etats-Unis en sont les auteurs comme dans le cas où l'Allemagne en est l'auteur. Nous n'avons nullement l'intention de définir des règles de droit criminel qui ne soient applicables qu'à autrui, et que nous n'accepterions pas qu'autrui pût invoquer contre nous. » C'est parce que nous sommes convaincus que des crimes de même nature que ceux dont le tribunal de Nuremberg a eu à connaître ont été commis à nouveau et qu'il faut par suite à nouveau juger ceux qui en sont coupables que nous avons appelé la cour à se constituer.

Une commission internationale d'enquête se tiendra très bientôt au Vietnam pour y rassembler une première série de données sur la conduite des Etats-Unis là-bas. Elle présentera son rapport à Paris en novembre 1966. Gens de tous les pays, aidez la cour contre les crimes de guerre ! Faites-en la cour qui sera l'expression de la conscience de l'espèce humaine !

exaltent le paradis du « développement séparé », que « Connaissance du monde » illustre le tourisme dans un pays qui n'est ni plus ni moins qu'un digne successeur de l'Allemagne nazie, que M. Pinay s'enquiert sur place des fructueux et de plus en plus volumineux investissements français (la « Cie Française des Pétroles » vient d'obtenir un droit de forage) ; tandis qu'une maison d'édition (2) publie sans crainte ni honte une apologie du régime de l'apartheid. Pour manifester son indignation, avez-vous vu un meeting, une pétition ? A-t-on imaginé une forme d'action qui soit, pour le moins, la preuve d'une élémentaire prise de conscience ? Non, rien ! La gauche a été déçue par les lendemains de la décolonisation (qui n'ont pas toujours chanté, on en conviendra aisément) ; du coup elle oublie qu'une partie du monde est encore colonisée selon les principes les plus extrêmes. Oserons-nous reconnaître que nous sommes coupables ? Le « Comité de liaison » l'est également par une timidité dans les initiatives que ne saurait totalement légitimer la faiblesse de ses moyens !

Alors qu'un bastion sudiste se dessine très clairement en Afrique, au sud de l'Equateur, nous déciderons-nous enfin, hommes de gauche, militants du « Comité de liaison » à surmonter nos égoïsmes, nos incohérences et à entreprendre l'action qui nous incombe à nous, en France ? On veut espérer que le coup d'envoi du 9 novembre saura déboucher sur l'efficacité !

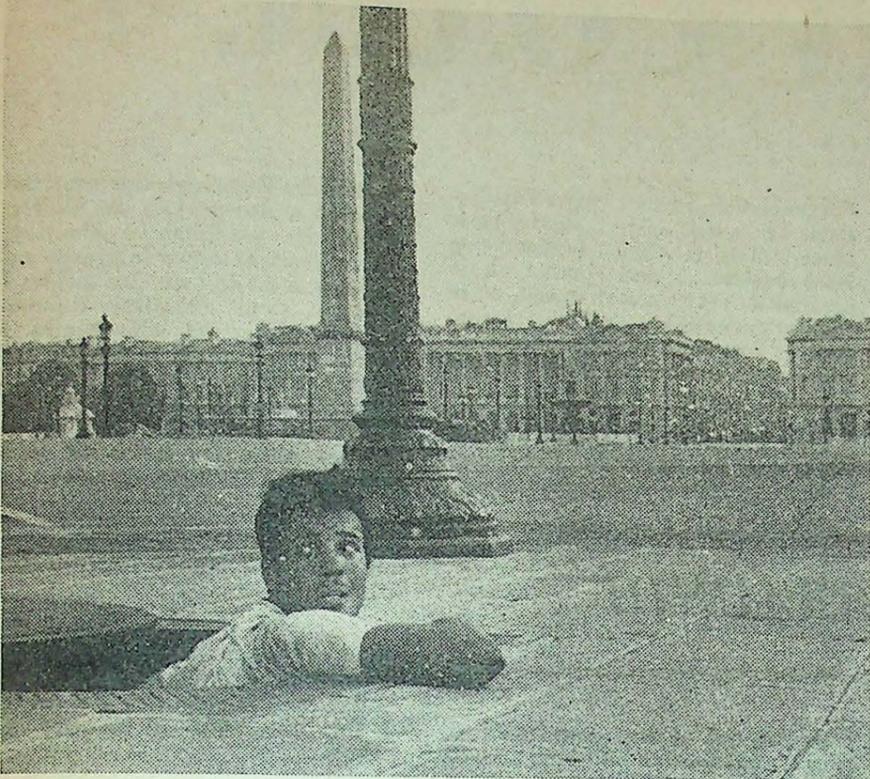
D.-M. Ivoire.

(1) Le « Comité de liaison contre l'apartheid » est présidé par M. J.-J. de Felice, 17, avenue de Messine, Paris-8°. Tél. : WAG. 25-91.

(2) Un livre à dénoncer : Thomas Molnar « L'Afrique du Sud », Nouvelles Editions Latines.

CINÉMA

Faut-il brûler Paris ?



Il n'y avait pas de vedettes dans *La Bataille du rail*, sans doute le plus beau film de René Clément. Le héros, rappelez-vous, c'était le cheminot. Celui de *Paris brûle-t-il ?* ce n'est pas, hélas ! l'agent de police ou l'étudiant, c'est Alain Delon et Michel Piccoli. On peut voir deux raisons à ce déluge d'étoiles : la première, c'est que Clément s'est trouvé impliqué dans une grande production à l'américaine. La deuxième raison est plus fâcheuse pour l'auteur des *Jeux interdits*. Car Michel Piccoli, c'est Pisani. Alain Delon, c'est Chaban-Delmas, et la Résistance, c'est celle de nos princes sérieux face au bricolage des autres. Bref, le secrétariat de la rue de Lille transporté à la préfecture.

C'est bien affligeant de voir ainsi Clément réduit à tirer les marrons du coin du feu gaulliste, même s'il en est en partie inconscient. Bost, en tout cas, voyant la tournure que prenait l'entreprise, l'a abandonnée en cours de route. Car, enfin, quoi qu'on pense de la carrière ultérieure de Bidault et de la versalité des Parisiens, c'est faire injure à la vérité historique que d'oublier le président du C.N.R. et le peuple combattant de Paris en 40. Les barricades, les foules dressées contre l'occupant on ne les trouve que dans ces découpages de documentaires insérés dans

le film, retraçant en grisaille la véritable épopée de l'insurrection. Minutes bouleversantes rappelant l'assassinat des étudiants à la Cascade ou le grandiose rassemblement des Champs-Élysées.

Si, pourtant, il y a deux belles choses dans ce film : la musique forte et prenante de Maurice Jarre, et une scène pathétique, celle où Françoise Labé (excellamment interprétée par Leslie Caron) essaye d'arracher son mari au train de déportation. Ah ! ces cris, ces crosses, ces portes verrouillées ! C'est peut-être la seule séquence où le Clément du « Rail » se retrouve. Il y a aussi quelques visages qui émergent : celui de Bruno Cremer, incisif colonel Rol, et Gert Froebe, qui sait rendre attachant le difficile et contesté personnage de von Choltitz. Mais quand Delon évoque Londres, Gélin fait des farces au P.C. et Chakiris découvre Notre-Dame, on a envie de crier « Grâce ! ».

Bref, il nous est difficile de nous joindre aux remerciements de l'auteur adressés à la préfecture de police, à la fin du film, pour lui avoir tellement facilité la tâche. Dame ! on l'aurait fait à moins. (Marivaux, Elysées-Cinéma, George-V, Paramount, Mistral, Moulin-Rouge, de 10 à 12 francs.)

Jean Helms.

MUSIQUE

Benjamin Britten : du luxe douteux

Cinquante-trois ans, le plus célèbre et le plus prolifique des musiciens anglais actuels. Compositeur, pianiste et chef d'orchestre. Auteur de plus de dix opéras, tous représentés, sur des textes de Shakespeare, Maupassant, H. James et Melville. Coup sur coup, deux œuvres nous permettant de mieux le connaître.

L'Opéra des gueux (1)

Créé par l'English Opera Group, qui se spécialisa, sous l'influence de Britten, dans la présentation d'œuvres lyriques de petite dimension, *The Beggar's Opera*, sur un texte de John Gay qu'admirait Swift et dont Brecht s'inspira pour *L'Opéra de quat'sous*, vient d'être présenté pour la seconde fois en France.

Le livret de John Gay, qui se déroule dans les bas-fonds londoniens chers à Fielding (Tom Jones), Swift et De Foe, constitue une satire de l'opéra italien d'inspiration mythologique. L'auteur avait utilisé des mélodies populaires auxquelles un musicien obscur avait ajouté un accompagnement maladroit. Britten s'est contenté d'harmoniser ces mélodies : son apport se recommande par l'élégance et la discrétion. Un petit ensemble d'une dizaine de solistes pare délicatement les airs qu'applaudirent les Londoniens du XVIII^e siècle. Cette représentation nous permet

de saluer la naissance d'une sympathique compagnie lyrique. Jeune et pleine d'allant, elle se dépense avec bonne humeur et talent sous l'effacement direction musicale de Léon Barzin, dans une mise en scène précise et facétieuse de Raymond Vogel, directeur de la troupe.

Longue vie à cette audacieuse compagnie, qui sans subventions officielles, malgré les préjugés, a décidé de prouver au public français qu'on pouvait réconcilier musique et comédie. Souhaitons que le public provincial et banlieusard ait bientôt l'occasion de voir un spectacle qui répond déjà aux exigences d'un théâtre lyrique populaire dont parlent ici et là Vilar et Malraux.

Une superproduction

Après l'économie des moyens, voici l'extrême profusion. Le *War Requiem* (2), pour chœur mixte, chœur d'enfant, grand orgue, trois solistes et deux orchestres, constitue un phénomène sonore dont la surabondance parvient rarement à nous émouvoir. Ce « Requiem de guerre », composé il y a deux ans et donné pour la première fois dans la cathédrale de Coventry, cité martyre, reposait pourtant sur l'idée ingénieuse d'intégrer aux éléments traditionnels de la messe des morts une suite de poèmes écrits pendant la première guerre

mondiale par Wilfrid Owen, tué à vingt-cinq ans, en 1918. Ces poèmes, confiés aux deux solistes masculins accompagnés par l'orchestre de chambre, expriment avec une poignante sobriété la dure réalité guerrière, puis se développent progressivement dans une méditation d'allure biblique. Owen a ressenti cette universelle tuerie comme une injure fondamentale aux valeurs chrétiennes et à l'humanité, mais sa réaction, lucide et généreuse, s'éloigne du « national-christianisme » d'un Claudel ou d'un Péguy, pour atteindre une vérité supérieure dans l'affirmation de la réconciliation nécessaire d'hommes dont rien ne justifie l'hostilité : « Je suis l'ennemi que tu as tué, mon ami. »

Remercions Britten, toujours très attentif au choix de ses textes, d'avoir utilisé une œuvre d'une telle qualité humaine et littéraire. Il faut encore le louer d'avoir su ordonner tant d'éléments divers et contradictoires. Malgré la variété et l'abondance des matériaux appartenant à trois groupes distincts : la messe proprement dite qui constitue, un ton plus haut, à la manière des chœurs antiques, le commentaire du drame vécu par les deux soldats et, enfin, le

chœur d'enfants symbolisant les lointains et purs mystères célestes, l'ensemble cohérent, car l'auteur a su ménager avec subtilité les transitions et les points de repère.

Il s'agit donc incontestablement d'une œuvre habile. Mes réserves portent sur le langage musical de Britten qui semble souvent dépourvu d'originalité. Musicien cultivé, il sait placer à propos une référence à Verdi, une citation wagnérienne ou un chœur médiéval. Homme de tact, il manie les grandes masses chorales et orchestrales avec discernement, sans éviter l'emphase creuse. Pourquoi, à part la traduction musicale des poèmes d'Owen, cela ne nous touche-t-il guère ? Pourquoi cette impression quasi générale de froideur et d'inutilité ? Parce que, finalement, Britten nous parle en une sorte d'esperanto musical passe-partout, parce que, enfin, la guerre c'est quelque chose de plus terrible et de plus compliqué que la musique de Britten, malgré ses déferlements de batteries et ses éclats de cuivre.

B. Sizaire.

(1) Au Vieux-Colombier, à Paris.
(2) Retransmis en direct par la radio, sera prochainement donné à la télévision.

THEATRE

Entre Chats

« L'Été » de Romain Weingarten

Ne serait-ce que pour les libraires, non spécialisés en théâtre, qui cherchent *L'Été*, de Weingarten, sur le rayon « Traductions d'auteurs étrangers », je m'empresse de dire non !... *L'Été* n'est pas un produit d'importation anglaise, américaine ou allemande. Et ce petit arrière-goût tendre-amère qui le caractérise n'est pas non plus apprécié de tous : voici



Romain Weingarten

déjà deux excellentes raisons pour inciter à découvrir Weingarten. A condition toutefois de croire à la métamorphose de l'imaginaire en possible !

Dans une maison de campagne et dans l'atmosphère chaude de l'été, avec ses chants d'oiseaux, ses flonflons de fête foraine, ses nuits paisibles où le clair de lune filtre à travers une tonnelle : deux chats et deux adolescents qui parlent un langage souvent désarticulé. Deux chats très gênants et très ambiguës : ils ont physique d'homme, parole humaine et tous les tics de la race féline. L'un d'eux nous conte d'ailleurs très joliment (et très sérieusement !) ses amours tourmentées avec Manon, la mouche ! Tous deux, qui supportent fort mal d'être traités « comme des chats » par leurs deux jeunes maîtres du moment, assistent à la transformation déchirante de

ces derniers qui parviennent au seuil du monde adulte, cruel et sans illusion. L'arrivée d'un couple d'amants, lequel n'apparaît pas sur la scène, qui ensuite se sépare, provoque cette dramatique prise de conscience. En observant le couple, les deux adolescents veulent jouer aux adultes et se prennent aux griffes de la réalité de ceux qu'ils ont voulu imiter.

Simplicité, humour, naïveté de l'enfance, tendresse : le langage de Weingarten est tout ceci à la fois, sans concession à la facilité, brutal parfois. La mise en scène de Jean-François Adam prolonge le texte dans les moindres détails et accentue très subtilement les nuances de pensées de l'auteur bien que, parfois, certains effets mélodramatiques soient un peu forcés.

Romain Weingarten, qui interprète lui-même l'un des chats, est cruel, ironique, fougueux même jusqu'à rendre inaudible certaines parties de texte, mais si merveilleusement ému lorsqu'il parle à sa mouche bien-aimée ! Nicolas Bataille, par contre, plus à l'aise dans son personnage de matou expérimenté, sournois, sceptique mais facilement béat sous l'effet léniifiant d'une caresse entre les deux oreilles, parvient à ce tour de force de nous faire accepter qu'il est un chat en costume beige ! Dominique Labourier, très féminine et gentiment autoritaire, manque de vérité cependant face à l'extraordinaire présence de Richard Leduc. Il parle peu, mais ses rêves, sa spontanéité, ses angoisses, sa gravité fusent à travers son regard traqué, son sourire vague, sa démarche de somnambule, ses premières larmes d'adulte. Il est bouleversant de sensibilité.

Certes, *L'Été* exaspérera les logiciens du théâtre dépourvus d'humour, lequel n'est pourtant que merveilleuse pudeur : que ceux-là donc s'abstiennent de voir la pièce, car parviendraient-ils à croire à l'onirisme angoissant de deux adolescents et de deux chats qui parlent d'amour ?

Françoise Lutz.

« Théâtre de Poche », 75, boulevard du Montparnasse. 548-92-97. Métro : Montparnasse. 20 h. 30 tous les soirs, sauf le lundi.

DISQUES

Nous signalons aujourd'hui quelques-uns des meilleurs disques récents des jeunes maisons d'édition françaises.

● HANDEL. — Concerti grossi opus 3 (Critère S.C.R.D. 5 193).

Moins connus que ceux de l'opus 6, ces concerti retiennent notre attention, d'abord parce que grâce à un petit ensemble d'instruments composé de flûtes, d'un basson plein de bonhomie et de hautbois d'une élégante rusticité, le baroque händelien ressort mieux que dans les œuvres exclusivement pour cordes. Ensuite parce que c'est de la bonne et souvent de la très grande musique interprétée par quelques-uns des meilleurs spécialistes français.

● BUXTEHUDE. — Œuvres pour orgue, vol. IV (Valois, MB, 704).

Bach l'admirait tant qu'à vingt ans il alla passer trois mois à Lübeck pour mieux apprécier son talent d'organiste et de compositeur. Sans négliger l'importance historique de Buxtehude et la profonde influence qu'il exerça sur le futur cantor de Leipzig, on éprouvera un pur plaisir à l'audition de ce disque enregistré par Finn Videro, sensible et inspiré, sur un instrument lumineux et d'une parfaite fluidité. On goûtera la variété de compositions où alternent majestueuses passacailles et toccatas volubiles ou savoureusement populaires.

B. Sizaire.

A QUOI SERT L'O.U.A. ?

NEE au mois de mai 1963, « l'Organisation de l'Unité Africaine » vient de tenir à Addis-Abeba, sa ville natale, une conférence de plus. Mais les choses ont bien changé depuis la première réunion. Si la presse en a beaucoup parlé, cette fois encore, c'est plutôt pour les incidents qui l'ont précédée que pour l'intérêt des travaux eux-mêmes.

● L'incident Ghana-Guinée

Le ministre des Affaires étrangères de Guinée se rendait à la conférence de l'O.U.A. par l'avion régulier d'une ligne commerciale américaine. Comme l'avion faisait escale à Accra, le nouveau gouvernement militaire du Ghana, membre, lui aussi, de l'O.U.A., fait arrêter au passage les officiels guinéens, en manière de protestation contre l'accueil de la Guinée à l'ancien président N'Krumah. Imagine-t-on notre Couve de Murville détenu à Francfort, ou le général de Gaulle faisant arrêter la délégation belge à l'O.C.D.E. pour protester, par exemple, contre l'asile de la Belgique à tel leader O.A.S. ? C'est pourtant bien, à peu près, ce qui s'est passé.

Le plus étonnant, dans ces conditions, n'est plus l'arrestation elle-même, ni le chassé-croisé d'ambassadeurs et de ministres africains pour libérer finalement ces otages d'un nouveau genre. Le plus étonnant est que la conférence ait eu lieu quand même et l'on se prend à se demander quelle importance et quelle signification peut avoir une telle rencontre d'Etats aussi disparates et aussi hostiles.

Non, certes, qu'il faille exagérer les divergences politiques, souvent plus sensibles dans les discours que dans la réalité. Ce n'est pas tant sur le conflit Ghana-Guinée, ni sur le régime de ces deux pays, que les incidents de ces derniers jours nous ont appris quelque chose. C'est plutôt à titre de confirmation, il est vrai, sur le caractère absolument artificiel de l'organisation politique africaine.

● Le Ghana après N'Krumah

Sur le régime du Ghana, il ne peut plus y avoir de surprise. Nous l'avons déjà dit maintes fois, mais il n'est pas inutile de le rappeler, le Ghana représentait une expérience unique en Afrique. Sous la direction du Dr N'Krumah, le Ghana s'était engagé sur la voie d'une lutte anti-impérialiste sérieuse, à l'intérieur et à l'extérieur. Des secteurs importants de l'économie étaient placés sous le contrôle de l'Etat. Une épuration était en cours dans l'Etat et dans le parti. Une aide réelle, militaire et financière était donnée aux combattants de la liberté dans les territoires encore dominés par le colonialisme étranger.

Cette expérience du Ghana n'était certes par sans défaut. Bureaucratie excessive, culte frénétique de la personnalité, imprudence de certains investissements, les faiblesses ne manquaient pas. Mais ce n'est pas pour y porter remède, c'est pour éradiquer ce qu'il y avait de positif dans le ré-

gime précédent que la bande du général Ankrah s'est emparée du pouvoir. Sous son nouveau gouvernement de militaires félons et de policiers, le Ghana est livré aujourd'hui à la grande revanche des capitalistes. L'édifice économique et social, imparfait mais intéressant, que N'Krumah avait mis en place est aujourd'hui démantelé. Les entreprises nationales, créées le plus souvent sans aucune aide étrangère, par l'ef-

l'organisation, en particulier l'apaisement du conflit entre l'Algérie et le Maroc. Mais il s'agit d'événements assez anciens, à une époque où le prestige de l'O.U.A. était grand, où le courant favorable à l'unité africaine était si fort que ses plus farouches adversaires eux-mêmes n'osaient pas formuler leur opposition.

C'est à cette époque, on s'en souvient, que les Etats de l'ex-Union

moitié des Etats africains continuent à acheter, directement ou indirectement, des produits. La Mauritanie tolère d'autant mieux la présence des Espagnols au Rio de Oro qu'elle lui épargne toute frontière commune avec le Maroc (et elle confie ses avions à l'assistance technique espagnole). L'Ethiopie enfin, hôte de l'O.U.A., supplie de Gaulle de rester à Djibouti pour que le port ne tombe pas entre les mains de la Somalie.

par E.-R. BRAUNDI

fort du peuple ghanéen, sont données au capital privé sous prétexte de rentabilité. Bien entendu, au moment où l'on ouvre ainsi la porte au capitalisme, on en chasse les adversaires, on prive de tout soutien les combattants de la liberté, on expulse leurs dirigeants en exil et on les livre à leurs bourreaux.

L'arrestation du ministre guinéen des Affaires étrangères est un acte de piraterie internationale dans la tradition de l'impérialisme, bien digne des valets qui règnent aujourd'hui sur le Ghana.

Malheureusement, cet acte ne suffit pas à donner à sa victime un brevet d'authenticité révolutionnaire, ni même de démocratie. Minée par le bureaucratisme et la corruption, le despotisme et l'anarchie, l'administration Sekou Touré est une caricature qui fait le plus grand mal à l'idée du socialisme en Afrique. Sa politique internationale oscille sans perspective entre les proclamations anti-américaines et les subsides américains. Sa politique économique est un échec dont se servent avec fruit les défenseurs du néo-capitalisme africain. Beaucoup, parmi les amis de N'Krumah, ne comprennent pas que le leader ghanéen se soit réfugié à Conakry, semblant ainsi lier son sort et la défense de ses idées à un régime aussi discuté, aussi décrié.

Sous sa forme actuelle, le conflit entre le Ghana et la Guinée est donc loin de constituer une pure querelle idéologique. Derrière les discours d'orientation et les motions de congrès, c'est un conflit d'appareils, un conflit d'Etats dominés chacun par leur bureaucratie bourgeoise, comme les nombreux conflits de frontière et d'influence qui opposent entre eux les pays d'Afrique.

● L'O.U.A. hier

En 1963, il était possible d'imaginer que la création de l'O.U.A. permettrait de régler ces conflits subalternes dans un cadre africain, c'est-à-dire en évitant de faire des puissances impérialistes l'arbitre de la nouvelle Afrique. On espérait aussi qu'elle permettrait d'arrêter une politique commune envers l'extérieur, qu'il s'agisse de la lutte contre le colonialisme direct ou de la négociation économique avec les intérêts étrangers.

Sur ce premier point quelques succès partiels sont à porter à l'actif de

française qui avaient constitué leur propre organisation politique avec la bénédiction de l'Elysée, se virent obligés de la dissoudre pour se fonder dans l'O.U.A. et ne garder entre eux qu'un organisme de coordination économique. Mais l'« Union Africaine et Malgache de Coopération Economique » a fait place à son tour à l'O.C.A.M. (« Organisation Commune Africaine et Malgache ») qui n'est autre chose que l'ancienne organisation politique reconstituée, c'est-à-dire un véritable démantèlement de l'O.U.A.

En principe, il est vrai, les organisations régionales ne sont pas incompatibles avec l'organisation continentale. Elles sont même recommandées comme une étape positive vers l'unité africaine. Elles sont sensées coordonner leurs activités dans le cadre de l'O.U.A. et concourir à son bon fonctionnement. En pratique, elles sont plus puissantes que l'O.U.A. elle-même et constituent des forces centrifuges qui privent le centre de tout réalité politique.

● L'O.U.A. aujourd'hui

La conférence de l'O.U.A. s'est tenue (enfin et il semble que cela seul soit considéré comme un succès politique) mais des événements d'une importance capitale n'y ont pas connu le moindre écho. Le plus grand et le plus peuplé des Etats africains, la Fédération du Nigeria, est en train de se disloquer, des centaines d'Africains s'y font massacrer, des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants fuient sur les routes, de formidables migrations sont en cours, de nouveaux Etats sont peut-être à la veille de naître, mais l'O.U.A. n'en sait rien, n'en dit rien, n'y peut rien. Pas plus qu'elle ne s'est penchée sur le conflit qui oppose à la Somalie le pays qui la reçoit, l'empire féodal d'Ethiopie, dont la minorité somalienne est opprimée systématiquement dans l'indifférence générale.

Il semble que l'O.U.A. soit désormais d'autant plus prête à se prononcer sur un sujet qu'elle est plus impuissante à y changer quoi que ce soit.

On a voté des résolutions sur le colonialisme étranger. Mais le Malawi traite sans vergogne avec le Portugal. Le Basutoland, à peine indépendant, négocie avec une Afrique du Sud raciste à laquelle plus de la

● Contre le régime impérialiste ?

Quant aux résolutions sur la Rhodésie de Ian Smith, elles se bornent à demander à la Grande-Bretagne de Wilson une fermeté que l'on est tout à fait incapable de montrer soi-même.

Ces résolutions, cependant, n'ont été adoptées qu'à la majorité. Ce pourrait être le fait nouveau. Ce pourrait être le commencement d'une lutte ouverte entre les Etats néo-colonialistes et les autres. Mais aucun Etat n'est en mesure de prendre en main le flambeau. Trois pays encore, le Congo-Brazzaville, le Mali et la Tanzanie constituent des foyers de résistance à la contre-offensive générale de l'impérialisme. Isolés, menacés, ils ne sont pas en mesure de prendre aujourd'hui la tête d'un mouvement continental. Le pourraient-ils que le cadre diplomatique de l'O.U.A. ne serait certainement pas le lieu idéal.

Faute d'être l'embryon d'un gouvernement africain, l'O.U.A. n'est même pas une tribune, un instrument de clarification. Le mythe de l'unité africaine, réduit à son propre simulacre bureaucratique, est devenu au contraire une source de confusion, un obstacle sur la voie de la lutte réelle contre l'impérialisme et contre ses alliés au pouvoir dans l'immense majorité des Etats africains.

Cette conclusion choquera, nous le savons. Elle choquera des amis africains. Elle choquera des militants anticolonialistes. Nous souhaitons qu'elle choque et que la discussion s'engage.

Il est temps de regarder les choses en face et de ne pas être dupe de superstructures mensongères. La lutte contre l'impérialisme se mène aujourd'hui dans les maquis d'Amérique du Sud, en Guinée portugaise, au Mozambique et en Angola. Elle se mène dans les banlieues noires des grandes villes sud-africaines. Elle se cherche à travers les oppositions, ouvertes ou larvées, contre les bureaucrates prévaricateurs qui exploitent leurs pays pour le compte des sociétés étrangères.

La tâche importante pour le mouvement ouvrier européen est d'apporter son appui à cette lutte dont la conférence de La Havane — pour laquelle est mort Mehdi Ben Barka — a défini la stratégie et affirmé l'unité profonde.

C'est à La Havane, en fin de compte, ce n'est pas à Addis-Abeba, que s'est tenue la véritable conférence de l'unité africaine, de la libération de l'Afrique.